



A DOLE COMME A NIORT, SOLIDARITE AVEC NICOLAS GIROD ET BENOIT JAUNET

Partout dans le monde, des gouvernements autoritaires et des dictatures tentent de dissuader leurs opposants, militants politiques, syndicaux ou associatifs, en les convoquant au poste de police, en les traînant devant des tribunaux, en les menaçant de lourdes condamnations après avoir durci les textes de loi au nom de l'ordre public... Qui aurait imaginé qu'on en viendrait là en France ?

Après les violences qui ont émaillé les manifestations de Sainte-Soline – violences qui relèvent au moins autant de la stratégie agressive de maintien de l'ordre, usant de milliers de grenades en quelques heures, que du comportement de quelques dizaines de manifestants venus pour en découdre, au grand dam des organisateurs et organisations partenaires, dont la Confédération paysanne et Europe Ecologie Les Verts – et après la dissolution des Soulèvements de la Terre, mouvement créé pour défendre la terre et l'eau face à une logique économique toujours plus prédatrice et à l'inaction de fait, au-delà des grands discours, des pouvoirs publics, la convocation puis le placement en garde à vue de Nicolas Girod, ancien porte-parole national, de la Confédération paysanne et de Benoît Jaunet, porte-parole de la Confédération paysanne des Deux-Sèvres relèvent d'une stratégie délibérée d'intimidation du mouvement social et de celles et ceux qui l'incarnent.

Ni Nicolas Girod, ni Benoît Jaunet, ni aucun de celles et ceux qui sont en ce moment même rassemblés devant la gendarmerie où ils sont en garde à vue, ne sont des écoterroristes, terme inventé par le ministre de l'Intérieur pour discréditer des militants révoltés et inquiets, alors que la sécheresse se prolonge et que partout déjà l'eau manque, de la confiscation de l'eau pour les intérêts de quelques gros agriculteurs.

Nous, membres d'Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté :

- réaffirmons notre pleine et entière solidarité avec INicolas Girod et Benoît Jaunet, comme avec les autres militants poursuivis pour avoir tiré la sonnette d'alarme exigé une gestion rationnelle et équitable de l'eau ;
- demandons l'abandon du harcèlement et de toute poursuite à leur rencontre ;
- exigeons le respect du droit d'association et de manifestation ainsi que des libertés syndicales ;
- demandons une refonte totale de la politique de gestion de l'eau, permettant une protection effective et efficace de la ressource et un partage équitable de l'eau entre ses usagers.

Dominique VOYNET,
Secrétaire régionale